



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
DE L'EURE-ET-LOIR

AFFAIRE SUIVIE PAR :
CHRISTELLE BRAULT
TÉL. : 02.36.15.40.02
E-MAIL : christelle.brault@eure-et-loir.gouv.fr

Agriculture (économie)

CONTRÔLE DES STRUCTURES

Arrêté DDT-SEA-BEA n° 16-07-21/03

Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Officier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment les livres III intitulés L'EXPLOITATION AGRICOLE (parties législative et réglementaire) ;

VU la délégation de signature en date du 19 octobre 2015 au profit de Monsieur Sylvain REVERCHON, Directeur Départemental des Territoires d'Eure-et-Loir ;

VU la décision donnant subdélégation de signature aux agents de la Direction Départementale des Territoires d'Eure-et-Loir, en date du 29 avril 2016 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011215-0001 du 03 août 2011 (date d'effet à compter du 1er novembre 2011) fixant le schéma directeur départemental des structures du département de l'Eure-et-Loir ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014078-0003 du 19 mars 2014 portant sur la composition et le fonctionnement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture et de ses sections spécialisées (article 6) ;

VU la demande enregistrée le 20 avril 2016 émanant de Madame Béatrice GUERIN, Messieurs Hubert et Benoit GUERIN, domiciliés LE PETIT ESSART – 28160 FRAZÉ – qui, sollicitent l'autorisation de constituer la SCEA LES SUCRINES et d'exploiter 18 ha 19 a 07 (commune de FRAZÉ, parcelles ZV19,20, ZY08,18, commune de LA CROIX DU PERCHE, parcelle ZK55), avec comme siège d'exploitation, la commune de FRAZÉ ;

VU l'avis de la section « économie » de la commission départementale d'orientation de l'agriculture d'Eure-et-Loir en sa séance du 12 mai 2016 ;

VU les priorités de la politique d'aménagement des structures agricoles définies par le schéma départemental ;

CONSIDÉRANT l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime, Madame Béatrice GUERIN et Monsieur Hubert GUERIN, associés-exploitants co-gérants au sein de la SCEA LES SUCRINES sont soumis à autorisation préalable d'exploiter, ayant atteint l'âge requis pour bénéficier d'un avantage de vieillesse agricole ;

CONSIDÉRANT l'article R331-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime, Madame Béatrice GUERION et Monsieur Benoit GUERIN sont soumis à autorisation préalable d'exploiter, n'ayant pas la capacité professionnelle ;

CONSIDÉRANT que l'opération envisagée a les caractéristiques suivantes "Installation à titre sociétaire ; Prise en compte du nombre d'associés-exploitants" ;

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental des Territoires ;

Arrête :

ARTICLE 1^{er}. Madame Béatrice GUERIN, Messieurs Hubert et Benoit GUERIN sont autorisés à constituer la SCEA LES SUCRINES et exploiter sous forme sociétaire (SCEA LES SUCRINES) une superficie de 18 ha 19 a 07 (communes de FRAZE et LA CROIX DU PERCHE), le siège d'exploitation étant : FRAZE.

ARTICLE 2. L'autorisation d'exploiter sera périmée si son titulaire n'a pas mis en culture le fonds considéré avant l'expiration de l'année culturale qui suit la date de notification. Si le fonds est loué, l'année culturale à prendre en considération est celle qui suit le départ effectif du preneur, sauf si la situation personnelle du demandeur au regard des dispositions du présent chapitre est modifiée.

ARTICLE 3. La présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de la date de réception (ou de publication) du présent arrêté par recours gracieux, par recours hiérarchique auprès du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, ou par recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'ORLÉANS.

ARTICLE 4. Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le directeur départemental des Territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au demandeur, au(x) preneur(s) en place, au(x) propriétaire(s) et à Mmes et MM. les Maires des communes concernées aux fins d'affichage.

CHARTRES, le 21 juillet 2016

**P/LE PRÉFET,
LE DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL
DES TERRITOIRES**

Le Directeur Départemental
des Territoires d'Eure et Loir

Sylvain REVERCHON